

Sur le livre de David Graeber, *"Des fins du capitalisme, Possibilités I"*

Ivar Ekeland

Quiconque a été formé aux sciences exactes, est sujet à ce que j'appellerai l'illusion de la physique: nous découpons la réalité sociale, comme la réalité physique, en objets, ne serait-ce que pour pouvoir en parler, et l'illusion consiste à attribuer aux uns la même permanence qu'aux autres. Or, il n'en est rien. Une bouteille vide reste une bouteille vide, et si on la laisse tranquille, si par exemple elle repose au fond de la mer, elle poursuivra tranquillement son existence de bouteille pendant des siècles. Par contre, la 5ème République ou l'Union Soviétique sont des phénomènes transitoires: de mon vivant, j'ai assisté à la naissance de l'une et à la chute de l'autre. C'est que ces "objets" sont en fait des constructions complexes, qui ont besoin pour subsister du concours de millions de volontés, concours qui peuvent être à chaque instant refusés, et qui le sont parfois fort brutalement, comme on l'a vu lors de la chute de l'Union Soviétique.

Cette illusion est largement répandue, et a pour résultat de brider l'imagination. Nous avons tendance à considérer l'état actuel de la société où nous vivons comme un donné, quelque chose qui existe indépendamment de nous, tel le système solaire, et qui a un caractère de permanence, voire de nécessité. C'est déjà faux pour le système solaire, dont on a montré le caractère chaotique, et cela l'est encore plus pour les systèmes sociaux, qui évoluent à une vitesse beaucoup plus considérable. Graeber évoque par exemple l'extraordinaire changement de mœurs qui fait passer du monde de Rabelais à celui de la Reine Victoria: en moins de trois siècles, les habitants de l'Europe Occidentale ont changé leur manière de manger, de boire, de se soulager, ou de faire l'amour. Pareils changements ont pu passer inaperçus à ceux qui les ont vécus: trois siècles, cela fait quand même plusieurs générations, et chacune d'elle a pu avoir le sentiment d'un glissement plutôt que d'un bouleversement. En outre, le poisson ne voit pas l'eau: ce qui fait la trame quotidienne d'une vie, ce qu'on mange, comment on parle, comment on s'habille, avec qui on a des relations sexuelles, ce qu'on fait de ses journées, va tellement de soi que nul ne songe à y porter attention, à telle enseigne que les historiens du futur ont le plus grand mal à reconstituer des choses qui nous frapperaient d'emblée, si nous les voyions: qui aurait songé, par exemple, comme le dit Graeber, que les Athéniennes du siècle de Périclès étaient voilées ?

Voilà pourquoi, nous dit Graeber, j'ai fait de l'anthropologie: comme notre imagination est bridée, il ne nous reste plus qu'à aller voir ce qui s'est fait ailleurs ou autrefois. "Si j'ai été attiré par cette discipline, c'est parce qu'elle ouvre des fenêtres sur d'autres formes d'existence humaine sociale possibles, parce qu'elle peut servir à garder à l'esprit que la plupart des choses dont nous considérons qu'elles n'ont jamais évolué jusqu'à aujourd'hui ont été, en d'autres

temps et en d'autres lieux, configurées de manière complètement différentes, et que, par conséquent, les possibilités humaines sont presque toujours plus grandes que celles que nous imaginons d'ordinaire". Bref, l'anthropologie est le meilleur antidote au TINA, *There Is No Alternative*, le fameux slogan de madame Thatcher, traduit depuis en français avec le succès que l'on sait. Bien sûr que si, il y a des alternatives, et si nous vivons actuellement sous la dictature des marchés financiers, ce n'est pas en vertu des lois éternelles de l'économie, c'est en raison d'une organisation sociale, périssable comme toutes les autres (appelons-la le capitalisme) dont Graeber va faire l'archéologie.

L'archéologue reconstruit les anciens palais à partir de leurs fondations, bien souvent ensevelies sous des bâtiments plus récents, et par leurs pierres dispersées et réutilisées pour d'autres constructions. De même Graeber inspecte les institutions du capitalisme pour y retrouver la trace de leur genèse. Dans son livre précédent, *"Dettes: 5000 ans d'histoire"*¹, il a fait porter ses efforts sur la monnaie. Le mythe propagé par les économistes depuis Adam Smith est que les économies primitives étaient basées sur le troc, et que la monnaie est arrivée tout naturellement, comme un moyen de faciliter les échanges et un réservoir de valeur. Le malheur, c'est qu'on ne connaît aucune société historique qui ait eu recours au troc. Des sociétés sans monnaie ont existé, elle pouvaient même connaître un commerce important, mais elles pratiquaient des formes diverses de crédit, et non le troc. La monnaie n'est donc en rien une nécessité naturelle, mais une organisation sociale, dont *"Dettes: 5000 ans d'histoire"* fait l'archéologie. Le livre présent, le premier paru de deux tomes, regroupe des travaux plus anciens, dont certains remontent au temps où Graeber étudiait à l'université de Chicago, sous la direction de Marshall Sahlins. Le premier chapitre traite de la hiérarchie, le second de la consommation, le troisième de la production, et le dernier du fétichisme. L'ensemble forme, avec son livre sur la dette, un tout parfaitement cohérent: Graeber poursuit son archéologie du capitalisme en explorant d'autres institutions que la monnaie. Sous les formes élémentaires de la hiérarchie, c'est-à-dire sous la manière dont les moeurs établissent une différence de statut entre les personnes, et donc la prééminence des unes sur les autres, Graeber trouve des éléments d'abstraction qui, combinés autrement, constitueront la propriété privée. Ainsi, chez les Maoris de Nouvelle-Zélande, "le *tapu* d'un chef avait un tel pouvoir, et sa personne était si sacrée, qu'on en venait à considérer que toute chose qui entraînait en contact avec sa personne se trouvait pour ainsi dire attirée dans le cercle enchanté de sa sainteté: 'Il était impossible de manger des porcs qui étaient appelés d'après le nom de Hongi, c'eût été comme le manger, lui'." Cette institution complexe qu'est le *tapu* porte en germe cette institution non moins complexe qu'est la propriété privée: l'une et l'autre excluent autrui de la jouissance de certaines choses. Ce lien si évident entre le *tapu* et la propriété privée n'est pas le seul. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une relation entre des personnes, et non d'une relation entre une personne et une chose, ce que l'on a tendance à oublier: dire que je possède une voiture, ce n'est pas dire qu'il y a une relation privilégiée entre moi et une voiture, c'est dire que les autres n'ont pas le droit de s'en servir. Comme dans le cas du *tapu*, il se produit une identification entre moi et ce que je possède, qui est le pendant de l'exclusion dont ma possession frappe les autres. Ce qu'il y a de plus remarquable dans cette analyse, c'est qu'elle montre que, contrairement à ce qui souvent affirmé, le capitalisme est par essence inégalitaire. La propriété privée est fondamentalement une relation d'exclusion qui sépare des personnes

¹ Trad. par Françoise et Paul Chemla, Les liens qui libèrent, Paris, 2011

définies par ce qu'elles ont, et des personnes qui, ne possédant rien, dépourvues de *tapu*, sont définies comme ce qu'elles sont, ou plutôt, comme une catégorie résiduelle, chaotique, animale, dangereuse.

Le second article du recueil, consacré à la consommation, reprend cette idée d'exclusivité. La manière la plus sûre d'empêcher autrui de jouir d'une chose ou d'une personne, c'est de la supprimer. La meilleure façon de garantir son droit de propriété est donc de détruire ce que l'on possède. Paradoxe ? Non, car c'est bien en cela que consiste la consommation: consommer quelque chose, c'est le détruire, comme en témoigne l'étymologie du mot, dérivé du latin "consumere" qui a donné "consumer" et "consomption". Avec la production, dont traite le troisième article du recueil, la consommation constitue l'un des deux volets de l'activité humaine, telle que la présente la théorie économique depuis Adam Smith: nous sommes en définitive des consommateurs, et nous produisons pour satisfaire nos besoins de consommation. Ce que nous consommons est détruit, il faut donc produire de nouveau. Il ne s'agit pas d'un cycle, mais d'un processus irréversible, qu'il faut alimenter en permanence, dont le moteur est notre insatiable désir de biens matériels.

Il y a là une rupture avec le passé. Avant Adam Smith, personne en Europe n'aurait dit que la création et la destruction de biens matériels constituent l'alpha et l'oméga de la condition humaine. Il y a aussi une inadéquation avec la réalité. La distinction entre production et consommation n'a de sens véritable que pour un travailleur salarié: par définition, tout ce qu'il fait au travail relève de la production, tout ce qu'il fait ailleurs, notamment chez lui, relève de la consommation. Mais que consomme-t-on exactement quand on lit un livre, qu'on regarde la télévision, qu'on fait du tourisme, ou qu'on surfe sur la toile, et que produisent exactement un militaire, un juge, un professeur ou un banquier ? Quels sont les besoins qui sont mieux satisfaits par l'eau d'Évian que par l'eau du robinet ? Et que dire de l'entretien des ménages et de la préparation des repas, du soin et de l'éducation des enfants en bas âge, de toutes ces tâches qui maintiennent une société en état de marche et qui, dans l'écrasante majorité des cas, sont assurées par des femmes ? En réalité, on dénature le processus de production en le restreignant aux biens matériels. Ce que produit avant tout une société, c'est des gens. Ils sont constamment en cours de socialisation, de formation, d'éducation, de formation pour assurer des rôles nouveaux. Il n'est pas jusqu'aux relations sociales, et à l'illusion de la transcendance qui ne résultent d'un travail quotidien, qu'on ne peut guère qualifier autrement que de production. Ainsi voit-on dans certaines sociétés africaines les femmes faire des kilomètres pour porter des présents minimes, dans le seul but de créer un réseau d'obligations qui, n'étant jamais exactement soldées, car le récipiendaire prendra soin de ne pas rendre l'équivalent exact, mais un peu plus ou un peu moins, entretiendra un sentiment de dépendance mutuelle qui est en définitive constitutif du lien social.

Comment a-t-on pu en arriver à amputer le processus de production aux seuls biens matériels ? Comme a-t-on pu réduire les êtres humains à ce qu'ils consomment ? Notons d'abord que cet anonymat est crucial dans la théorie économique classique. Peu m'importe qui tu es, qui sont tes parents ou tes alliés, il me suffit pour te vendre de voir la couleur de ton argent: on fait abstraction du lien social. Cette absence théorique renvoie à une rupture beaucoup plus violente, à savoir l'esclavage: l'esclave est celui dont on a rompu le lien social par la force, et qui n'est plus

finalement que son travail. De là au travail salarié, effectué à heures fixes dans un endroit défini, et pour un salaire le plus bas possible, il n'y a qu'un pas, qui sera franchi au 19^{ème} siècle, avec l'essor du capitalisme. C'est à cette époque aussi que se développent en parallèle l'idée de liberté individuelle et de propriété privée, l'individu libre étant par définition propriétaire de lui-même, libre donc de se vendre, soit en partie, par le travail salarié, soit complètement, comme esclave.

Le dernier article du recueil traite du fétichisme. Là encore, la comparaison avec d'autres sociétés éclaire la nôtre. J'ai toujours été étonné par les théories du contrat social à la Hobbes, à la Rousseau ou à la Rawls. On peut faire semblant que notre organisation sociale résulte d'un contrat passé entre nos ancêtres, ou que si nous avions à négocier un tel contrat entre nous nous arriverions à quelque chose qui ressemble beaucoup à ce qui existe, mais quel poids peut avoir un argument fondé, non sur la réalité, mais sur une hypothèse contraire aux faits ? Les sociétés africaines nous proposent une solution en "faisant fétiche". Le fétiche, qui peut être n'importe quel objet choisi pour l'occasion, matérialise un contrat conclu entre deux parties. Il incarne le lien social ainsi créé, et se trouve investi du pouvoir de le faire respecter: il y a là un renversement cognitif, par lequel nous traitons nos créations comme s'il s'agissait de puissances étrangères. Ce n'est pas propre aux Africains. Le marché nous présente continûment des objets qui sont des créations humaines, mais comme nous ne pouvons discerner les êtres humains qui sont derrière, nous traitons les objets comme si c'étaient des êtres autonomes, qu'il s'agit de se concilier: l'on veut retenir les capitaux qui fuient le pays, ou rassurer les marchés financiers. Combien de fois n'avons-nous pas entendu, sous la plume des commentateurs économiques ou dans la bouche des hommes politiques, qu'il faut ramener la confiance ? La fée Confiance, pour reprendre l'expression si juste de Paul Krugman, nous a malheureusement quitté en 2008, et aucun sacrifice n'est trop grand pour la faire revenir. Ce qui, en d'autre temps, aurait été qualifié de jeûne public, s'appelle désormais cure d'austérité, et si quelques économistes blasphématoires s'aventurent à suggérer que ce n'est pas comme cela que l'on va relancer la consommation, on leur répond que la crise actuelle est une punition du ciel pour nos dérèglements antérieurs, et que seule la pénitence pourra faire revenir la fée Confiance, justement irritée.

Tout cela, bien sûr, n'est pas neutre. Déjà Keynes, relevait que les politiques d'austérité menées par les gouvernements européens après la première guerre mondiale, aboutissaient inévitablement à des récessions qui mettraient en péril le capitalisme lui-même, et appelait à une "euthanasie des rentiers". Les rentiers, ce sont tous ceux qui ont des patrimoines et des revenus fixes, et qui tiennent donc à maintenir la valeur de la monnaie, par opposition à ceux qui n'ont que leur travail, et qui doivent s'endetter pour acheter un logement ou s'assurer une retraite. Le malheur, c'est que les rentiers ne souhaitent nullement s'euthanasier: ce sont eux qui crient le plus fort après la fée Confiance, et appellent à multiplier les sacrifices propitiatoires. Et voilà qui me conduit à la question que je voudrais poser à Graeber: les Africains ont-ils cru à leurs fétiches ? N'est-ce pas le cas que la plupart des contrats sont dissymétriques, une des parties ayant plus de pouvoir que l'autre, parfois beaucoup plus ? Dans le contrat social passé entre tous les citoyens français, et que le gouvernement est supposé faire respecter, la compagnie Total ou la promotion Voltaire pèse infiniment plus que l'auteur de cet article. Mais dans des contrats aussi inégalitaires, la partie la plus puissante peut-elle vraiment croire qu'elle fait autre chose qu'imposer sa volonté ?

Ceux qui, en position de force, invoquent le fétiche, que ce soit la fée Confiance ou une statuette recouverte de ce que l'on appelle pudiquement "matière sacrificielle", pensent-ils faire autre chose qu'agiter une marionnette ? Quel est le statut de la théorie économique, telle que nous la connaissons aujourd'hui ? Est-ce un savoir désintéressé, ou une justification d'un certain état de la société ? Peut-on isoler dans l'ensemble des activités humaines le sous-ensemble de celles qui ont trait à la consommation, à la production et aux échanges, et prétendre qu'elles sont soumises à des lois autonomes ? En quoi l'ordre mondial qui prévaut actuellement est-il rationnel ? Certes, les êtres humains vivent plus nombreux sur cette planète, et la plupart d'entre eux vivent plus longtemps et consomment davantage que leurs ancêtres. Mais qu'ont-ils désormais de commun ? Derrière le froid calculateur que propose la théorie économique, l'ethnologue discerne le fétichiste. Sous les pavés, la plage.